

Intervention lors du meeting de Cadiz
A l'occasion du départ des Marches vers Bruxelles
le 30 septembre 2015

Bonjour,

J'interviens ici pour vous apporter le soutien de l'ensemble des organisations et des militantes et militants qui organisent l'accueil des Marches en France. Car ces marches sont internationales ! L'idée initiale provient de camarades de l'Etat espagnol et de vos expériences en matière de « Marches », de « Marées » et autres manifestations populaires de masse. Mais vous avez su y donner son indispensable caractère internationaliste.

L'internationalisme de nos pratiques militantes et de nos luttes est nécessaire. Nécessaire, pour lutter contre le capitalisme qui mondialise la misère, l'exploitation, les discriminations, la répression... toutes les armes qu'il utilise pour maintenir le pouvoir d'une infime minorité sur les peuples.

Cette question du pouvoir, dans les entreprises et dans les communes, à la ville et dans les campagnes, est déterminante. Elle est directement liée à la propriété des moyens de production et d'échanges. Nos luttes ne visent pas à changer celles et ceux qui sont au pouvoir pour que d'autres mettent en œuvre des politiques qui respectent le cadre du système actuel. Non, il faut une rupture nette ! Ya basta ! En cela, le rôle des mouvements sociaux est déterminant.

Nous marchons ensemble pour dire non à l'austérité, à la pauvreté, aux accords de libre échange comme le TAFTA, au racisme, à la corruption et exiger l'égalité, des droits économiques et sociaux fondés sur une solidarité sans frontières.

Puisque nous sommes dans l'Etat espagnol, je ferai trois ajouts :

Le premier, pour redire notre soutien à toutes celles et tous ceux qui sont victimes de la « ley Mordaza ». Avec les autres organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, l'Union syndicale Solidaires a organisé plusieurs rassemblements devant l'ambassade et les consulats espagnols en France, pour protester contre cette loi. C'est encore une loi qui est faite pour servir les défenseurs de ce qu'ils appellent « l'ordre établi », cet ordre qui organise le désordre sur toute la planète ! Cet ordre qui, dans l'Etat espagnol, repose sur l'oubli, sur la négation de la mémoire ouvrière, sur des décennies de dictature.

Le deuxième, parce qu'on ne peut pas parler d'austérité sans parler des femmes qui sont en sont particulièrement victimes. L'ordre établi s'est toujours appuyé sur le patriarcat et, encore une fois, vient remettre en cause le droit de la femme à disposer librement de son corps. Restons mobilisé-es car la violence d'Etat accentue la violence de genre.

La troisième remarque pour rappeler que si ces Marches de 2015 s'inscrivent pleinement dans le temps présent et dans nos luttes d'aujourd'hui, elles représentent aussi une continuité du mouvement social. En 1997 déjà, des Marches européennes étaient organisées, « contre le chômage, la précarité et les exclusions ». Avec notamment des camarades de plusieurs organisations de l'Etat espagnol, l'Union syndicale Solidaires était déjà présente en 1997 au départ de la Marche qui, partie de Tanger, traversa ensuite l'Etat espagnol, avant de passer par la France et de rejoindre de nombreuses autres marches à Amsterdam. Avec les Marches de 2015, nous nous situons dans cette continuité historique, celle du combat pour l'émancipation et l'égalité.

Les organisations françaises qui soutiennent la Marche vous renouvellent tout leur soutien, et nous vous attendons à Toulouse, à Marseille, à Grenoble, à Paris, à Calais ou à Metz, partout où nous nous retrouverons pour vous accueillir. Nous nous retrouverons à Bruxelles dans deux semaines. Nous nous retrouverons dans nos combats futurs, plus forts et plus fortes grâce à l'expérience et à la réussite de ces Marches.

Même si les temps sont difficiles, rappelons-nous qu'*el pueblo unido jamás será vencido*.